

nommé Graveline, d'un certain immeuble située dans la ville d'Aylmer et il déclare que, le 31 mars 1917, la défenderesse engagea le demandeur pour vendre une terre lui appartenant et autorisant le demandeur de faire la vente pour \$8,000 plus ou moins, et s'engagea à laisser l'immeuble exclusivement entre les mains du demandeur pour être placée sur la *Ottawa Real Estate Exchange* jusqu'au 1er octobre 1917, et pour 24 heures après avis par elle au demandeur qu'elle se retirait de la convention; qu'elle convint de lui payer une commission de 2½ pour cent, sur le montant du prix de vente ou d'aucun autre prix que la défenderesse pourrait accepter; que le demandeur accepta, et fit des démarches pour trouver un acheteur et dépensa beaucoup de temps, d'énergie, d'argent à ce faire, entra même en négociations avec un nommé J.-B. Napoléon Graveline pour la vente de la propriété, et du consentement de la défenderesse il était convenu que l'on vendrait la propriété pour \$6,000; que la vente à Graveline ne fut point conclue; mais peu de temps après la défenderesse, sans aviser ou consulter le demandeur, vendit la propriété à Graveline pour \$5,500 et exécuta un acte de vente en date du 13 décembre, 1917, enregistré le 8 janvier, 1918; que la défenderesse n'a jamais mis fin à la convention du 31 mars, 1917, n'a jamais retiré la propriété des mains du demandeur et à l'époque de la vente à Graveline cette propriété était encore exclusivement entre les mains du demandeur pour être vendue, que la vente à Graveline avait été effectuée à raison des pas et démarches, services du demandeur, et il a droit d'avoir d'elle \$137.50 de commission;

La défenderesse admet avoir signé une convention et plaide qu'elle aurait elle-même rempli le blanc fixant la date à laquelle la convention devait expirer, savoir le 1er